



## Déclaration Ford

Chers Président, chers collègues,

Avec cette délibération, nous entrons dans ce que nous pourrions qualifier d'un long épisode à rebondissements avec toujours un même acteur qui tire les marrons du feu, l'entreprise multinationale Ford.

Nous avons bien écouté le rapporteur, bien examiné la délibération, rencontré également les salariés, le moins que l'on puisse dire c'est que nous sommes aujourd'hui au regard de tout cela, dans quelque chose de très opaque.

La première partie de présentation de dossier pourrait être qualifiée de lamentable car le choix de la fermeture du site n'a rien à voir avec la crise.

De plus, si nos informations sont bonnes, ce que nous avons raison de penser, les chiffres qui nous sont donnés ne correspondraient pas aux chiffres donnés au représentant du CE.

Avec ce dossier, qui passe d'institutions à institutions, nous avons de bonnes raisons de penser que cette entreprise capitaliste, va à la pêche aux subventions et que le devenir des salariés lui importe peu.

Pour mémoire :

Dès 2001 les syndicats du site Blanquefort ont exigé de la part de leur direction des investissements massifs, pour pérenniser la production et l'emploi dans leur usine. En 2007 ils alertaient les collectivités sur les dangers qui planaient sur l'entreprise, relayés par les élus. Nul n'écoula alors.

Il a fallu la forte mobilisation des salariés, la constitution d'un comité de soutien et de sauvegarde à l'origine d'une pétition recueillant des milliers de signature, la manifestation au salon de l'automobile, pour qu'ils soient pris vraiment au sérieux.

Je n'insisterai nullement sur le triste épisode de la reprise du site par la holding HZ qui a une nouvelle fois montré combien les décideurs ont été sourds aux alertes des salariés, annonçant la catastrophe.

Dans ce triste épisode, ce sont certainement des milliers d'euros qui sont partis en fumée.

Et si la reprise du site par Ford a été accueillie par tous avec soulagement, il ne faut certainement pas oublier que cette opération de « passe-passe » a du rapporter « gros ».

D'ailleurs c'est tout un symbole même le logo de Ford n'est pas revenu. C'est peu dire !

On voit bien là toute la stratégie de ces grands groupes qui après avoir exploité les travailleurs, profité des largesses de tous bords, n'ont qu'une seule boussole le profit et toujours le profit par l'exploitation.

**Alors aujourd'hui et c'est tant mieux, si des investissements conséquents vont être réalisés, ils ne permettent pas de remplir la charge de travail pour un millier de salariés, et malheureusement d'ores et déjà des dispositifs de chômage partiel sont déjà prévus. Enfin, en l'espace de 4 ans, c'est près de 800 emplois qui auront disparu.**

**Comment appelez ça, si ce n'est un chantage à l'emploi.**

**Et dans tout ce qui est écrit, nous avons difficulté à voir quel est réellement l'engagement de Ford. Et si nous avons bien conscience que cette situation mérite l'attention de l'ensemble des collectivités, il ne faut pas pour autant qu'elle mobilise l'argent public sans avoir cet engagement fort, la garantie de FORD.**

Pour rappel : depuis l'arrivée de Ford à Blanquefort, les collectivités ont fortement contribué financièrement au développement de l'entreprise :

- 50 millions d'euros lors de son implantation.
- 4 millions d'euros en 1992/93
- 17.5 millions d'euros en 1995
- il faudrait rajouter à ses sommes, les aides au titre de la formation, celle pour le chômage partiel, les aides au titre de l'investissement.

Pour parler de transparence, toujours selon nos informations, il est une problématique qui est celle de la formation qui est considérée en partie comme un gâchis. Ces formations sont-elles vraiment utiles ?

**D'après ce que nous ont dit des organisations syndicales, elles ne correspondraient pas du tout à ce qu'il faudrait mettre en œuvre.**

Ce financement abondant des collectivités, n'aura pas empêché, bien au contraire, la direction de Ford de traiter avec mépris les collectivités, refusant les rencontres, n'hésitant pas à utiliser le mensonge.

**Et c'est maintenant un chantage à l'emploi qui est utilisé pour soutirer une nouvelle subvention.**

Nous refusons d'y céder.

**Pour nous Ford doit prendre toutes ces responsabilités, et ce groupe multinational en a les moyens soit 6,6 milliards de dollars de profits en 2010 et a enregistré 5 milliards de profits sur les 2 premiers trimestres en 2011, soit en se finançant sur ses fonds propres, soit en allant chercher de l'argent auprès des banques.**

**Nos collectivités en remettant « au pot », en se pliant aux exigences de la direction, en ne posant que des conditions trop vagues, ne rendent pas service aux salariés. Elles ne font qu'apporter une quote-part pour améliorer le taux de profit de l'entreprise.**

Nos collectivités et l'Etat aurait pu agir autrement.

En premier lieu en étant à l'écoute des salariés dès les premiers jours, en s'associant avec les salariés pour construire des alternatives et en faisant pression sur Ford afin qu'il prenne toutes ses responsabilités financières et industrielles.

Celle-ci ne peut être une soumission aux exigences de rentabilité des grands groupes comme c'est le cas dans ce dossier ou dans le pôle de compétitivité.

Bien au contraire nos collectivités doivent exiger en contrepartie des subventions publiques accordées surtout lorsque l'entreprise distribue des dividendes la mise en place de véritables critères sociaux soit des investissements durables de la part des entreprises, un financement accru dans la recherche développement et la mise en place de formations utiles et qualifiantes pour les salariés.

Cette expérience doit nous interroger sur notre politique industrielle à l'échelle nationale, régionales, départementale, et d'agglomération.

Elle nous a démontré comme la Sogerma hier que seuls les salariés ont défendu le développement de leur entreprise et de leur territoire. Ceux-ci doivent pouvoir être de vrais décideurs de la vie de leur entreprise, et pour cela il leur faut de nouveaux droits, de nouveaux pouvoirs de décisions.

Enfin, il nous faut pour cela emprunter de nouvelles voies, nullement explorées jusqu'alors, pour aller vers un nouveau développement industriel et de l'emploi dans notre région avec la création d'un fond public pour l'emploi et la formation.

C'est ce que nous défendrons dans les institutions toujours en lien avec les salariés et les institutions représentatives du personnel.

J'ai parlé dans le cadre du débat des OB, de l'entreprise durable, c'est ce à quoi nous voulons travailler, l'entreprise FORD étant aux antipodes de ce que nous appelons l'entreprise durable et le développement humain durable.

**Aussi en l'état actuel du dossier nous voterons contre cette délibération étant bien entendu que nous serons particulièrement vigilants sur les suites qui seront données à ce dossier puisque cela sera examiné en CP.**

**Nous prenons cette position dans la plus parfaite transparence car nul ne peut nous reprocher notre engagement et soutien auprès des salariés en lutte, notre engagement et notre soutien pour la création et le développement d'emplois, notre engagement et notre soutien pour une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie.**

**Tous les groupes ont voté pour. Seul le groupe Front de Gauche a voté contre.**